

**Présents :**

Sylvie GUILLAUME,  
*Bourgmestre-Président ;*

Daniel GUEBELS,  
Valérie RECHT,  
Christopher BONNIER,  
*Echevins ;*

Maria VITULANO,  
*Présidente du CPAS ;*

Valérie EPPE,  
Robert SCHILTZ,  
Mohammed BOUMKASSAR,  
Christian MARMOY,  
Bruno GOELFF,  
Stéphanie LENTINI,  
Geoffrey SCHADECK,  
François RONGVAUX,  
~~Valérie GILLARD,~~  
Jean-Jacques BOREUX,  
*Conseillers ;*

Et  
Coralie ROSKAM,  
*Directrice générale.*

**Séance publique du 16 octobre 2019**

**Objet :** Règlement-redevance sur le traitement des dossiers relatifs aux permis d'urbanisme, d'urbanisation, d'environnement, uniques et intégrés, aux déclarations pour établissement de 3<sup>ème</sup> classe et aux certificats d'urbanisme n°1 et 2

**LE CONSEIL :**

- Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;
- Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, l'article L1122-30 ;
- Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;
- Vu le Code du logement
- Vu le CoDT et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- Vu les recommandations émises par la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2020 ;
- Vu les charges financières qu'entraînent pour la commune le traitement de certains dossiers relatifs au permis d'urbanisme, d'urbanisation, d'environnement, au permis unique et aux certificats d'urbanisme n° 1 et 2 ;
- Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du 19 septembre 2019 conformément à l'article L 1124-40, §1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> du CDLD ;
- Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 26 septembre 2019 et joint en annexe ;
- Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;
- Après en avoir délibéré ;

**DÉCIDE A L'UNANIMITÉ :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est établi pour les exercices 2020 à 2025, une redevance communale pour le traitement des dossiers relatifs aux permis d'urbanisme, d'urbanisation, d'environnement, aux permis uniques, aux permis intégrés, aux déclarations pour établissement de 3<sup>ème</sup> classe et aux certificats d'urbanisme n° 1 et 2.

**Article 2**

La redevance est due par la personne physique ou morale qui demande le permis ou le certificat.

**Article 3**

Le taux de redevance est égal au montant des frais administratifs liés au traitement des demandes de permis d'urbanisme, d'urbanisation, d'environnement, de permis unique, de permis intégré, de déclaration pour

établissement de 3<sup>ème</sup> classe et de certificats d'urbanisme n° 1 et 2.

**Article 4**

La redevance est payable dans les 30 jours calendrier de la notification de la décision au demandeur.

**Article 5**

En cas de non-paiement de la redevance à l'échéance, conformément à l'article L1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10 euros. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel et sera également recouvré par la contrainte prévue à cet article.

En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40 du CDLD, le recouvrement s'effectue devant les juridictions civiles compétentes

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal à dater de la mise en demeure du redevable.

**Article 6**

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**Article 7**

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

PAR LE CONSEIL :

La Directrice générale,  
**C. ROSKAM**

La Bourgmestre,  
**S. GUILLAUME**

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,



**C. ROSKAM**



La Bourgmestre,



**S. GUILLAUME**